

LE TEMPS

CHF 3.50 / France € 3.00

MERCREDI 25 NOVEMBRE 2015 / N° 5368

Portrait

Jean-Yves Le Drian, le meilleur soutien de François Hollande ●●● PAGE 26



Onfray et Daech

Querelles d'intellectuels autour d'une récupération par l'Etat islamique ●●● PAGE 2

Sports

La commission d'éthique de la FIFA veut écarter Platini du monde du football ●●● PAGE 23

Cinéma

«Les Cowboys», ou comment le djihad détruit les familles ●●● PAGE 25

L'UDC séduit à nouveau les élites

RECONQUÊTE Alors qu'ils avaient déserté le parti dans les années 80 et 90, les universitaires font leur retour à l'UDC, comme le montre une étude menée par un politologue de l'Université de Lausanne

Roger Köppel, Gregor Rutz, Hans-Ueli Vögt, Hans Egloff, Barbara Steinemann, Claudio Zanetti, Jean-Luc Ador,

Franz Ruppen, Manfred Bühler, Marco Chiesa, Barbara Keller-Inhelder, Yves Nidegger, Céline Amaudruz: tous ont fait des études supérieures, la majeure partie d'entre eux en droit. Tous ont été élus au parlement fédéral sous la bannière de l'UDC.

Ils incarnent les efforts de reconquête entrepris par le parti dans les

couches sociales les mieux formées. Le mouvement s'est amorcé à partir de 2010, selon une étude menée par le politologue Andrea Pilotti, de l'Université de Lausanne.

A l'époque du Parti des paysans, artisans et bourgeois (PAB), précurseur de l'actuelle UDC, le nombre d'universitaires était supérieur à ce qu'il deven-

dra par la suite. De 38,5% en 1957, il est passé à 60,7% en 1980 avant de chuter à 33,3% en 2000. Il a ensuite amorcé une lente remontée. En 2010, 34,4% des membres du groupe parlementaire UDC avaient une formation de niveau supérieur. Depuis lors, la barre des 40% a de nouveau été franchie. Andrea Pilotti relève encore que les «anciens»

universitaires de l'UDC et du PAB, qui étaient en bonne partie des ingénieurs agronomes formés à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, sont progressivement remplacés par des juristes. Six des dix conseillers fédéraux que l'UDC a comptés à ce jour étaient d'ailleurs au bénéfice d'un titre universitaire en droit.

●●● PAGE 7

Au Burundi, une guerre sans vainqueur



AFRIQUE Alors que le pays sombre, des militants burundais pour les droits humains prennent la parole.

●●● PAGE 5

La Tunisie à nouveau ébranlée

TERRORISME Une explosion dans le centre de Tunis a fait au moins douze morts. L'attaque visait un bus de la sécurité présidentielle. Le président de la République de Tunisie, Béji Caïd Essebsi, a dans la foulée annulé la visite d'Etat qu'il devait effectuer ce mercredi et demain jeudi en Suisse. Une décision qui témoigne de la gravité des événements.

●●● PAGES 5, 9

Zlatan, le retour de l'enfant prodig(e)

FOOTBALL Le multiple Ballon d'Or Zlatan Ibrahimovic est de retour en Suède pour un match opposant le Paris Saint-Germain au club de Malmö, qui a lancé sa carrière. L'occasion de revenir sur la trajectoire d'un personnage haut en couleur, qui a réussi à se faire connaître tout autant par sa science du ballon que par ses déclarations à l'emporte-pièce.

●●● PAGE 23

Comment l'avenir des palaces se redessine

ÉTOILES Quels sont les défis qui attendent l'hôtellerie de luxe? Andrea Kracht, président de l'association Leading Hotels of the World - et par ailleurs propriétaire du Baur au Lac de Zurich -, esquisse quelques pistes pour *Le Temps*: l'intégration des nouvelles technologies dans le marché du luxe et l'évolution de la clientèle après l'abandon du secret bancaire en sont quelques-unes.

Le tourisme, l'autre victime des attentats

NUITÉES La fréquentation des hôtels parisiens s'est effondrée de 57% depuis les attentats du 13 novembre. Les réservations de vols vers la capitale française ont reculé de 27%. Pour les grandes enseignes, la chute de fréquentation serait de l'ordre de 15%. Frappé de plein fouet par la violence terroriste, Paris subit maintenant une lente réplique affectant directement son économie touristique.

●●● PAGE 17

ÉDITORIAL

La complexité du Moyen-Orient remet en cause les alliances

Le président Hollande pensait faire fi des politiques contradictoires et des alliances contre nature pour lutter contre la plus grande des menaces: l'EI. Qu'importe les arrière-pensées pourvu que l'ennemi de mon ennemi fasse front commun, disait-il sans détour. Ainsi la conversion française, après laquelle la Russie est devenue un partenaire imprévu et Bachar el-Assad un presque allié, a été justifiée tous azimuts par la nécessité de l'efficacité, par le retour au pragmatisme. Comme si ce qui empêchait d'être efficace contre l'EI et ses djihadistes tenait de principes éculés ou de considérations historiques encombrantes. La propagande de guerre ne fait jamais dans la nuance, ce n'est pas une surprise,

mais ce qui l'est plus, c'est qu'elle fonctionne encore. Pour preuve les images en boucle du porte-avions *Charles-de-Gaulle* en opération. La destruction, mardi matin, du Soukhoï Su-24 russe pourrait offrir l'occasion d'une prise de conscience et même d'un retour à la réalité. Celle de la géopolitique compliquée du Proche-Orient, dans laquelle bien nombreux sont ceux qui se sont cassé les dents en prenant leurs désirs pour des réalités. Faut-il rappeler les déboires de Lawrence d'Arabie, la figure piteuse d'un George W. Bush enlisé en Irak ou encore l'ONU incapable de résoudre le conflit israélo-palestinien, la liste est incomplète.

La plus infructueuse de ces entreprises a indéniablement été l'occupation de l'Irak par les forces américaines. Une partie des problèmes actuels nous a été léguée par l'administration Bush fils, dont l'entreprise en Irak pour déloger Saddam Hussein a

tourné au désastre parce que rien n'avait été anticipé. Cette guerre a en commun avec celle qui se déroule aujourd'hui contre l'EI de ne pas voir plus loin que le bout du canon, en fait de ne pas tenir compte du réel. Ecraser l'EI sans avoir d'alternative pour occuper

La propagande de guerre ne fait pas dans la nuance

le vide autre que le régime de Damas est une illusion vouée à l'échec. Ankara nous rappelle à son souvenir: il n'y aura pas de victoire contre l'EI et de solution en Syrie sans que ses demandes soient prises en compte. Au-delà de la Turquie, l'ensemble du monde sunnite veut peser dans l'avenir de la Syrie. L'issue du conflit doit intégrer les acteurs de la région. Le même argument était servi pour que la Russie soit consultée. Mais, dans la résolution de la crise, la Russie est un second couteau: les acteurs directs sont les voisins de la Syrie. ■

BORIS MABILLARD

PUBLICITÉ

Au cœur des Nations

Le bureau genevois de Deloitte poursuit son développement et s'installe au centre de la Genève internationale. Nouvelle adresse : Rue du Pré-de-la-Richette, 1 - 1202 Genève.

www.deloitte.ch

Audit. Fiscalité. Conseil. Financial Advisory. **Deloitte.**

LE TEMPS

Pont Bessières 3, CP 6714, 1002 Lausanne
Tél.: 0848 48 48 05 (tarif normal)
Fax +4121 331 70 01

www.letempsarchives.ch
Collections historiques intégrales: Journal de Genève, Gazette de Lausanne et Le Nouveau Quotidien.

INDEX
Avis de décès 20
Bourses et changes 14

Fonds 16 - 18
Téléphones utiles 20
Toute la météo 12

POUR VOUS ABONNER :
www.letemps.ch/abos
0848 48 48 05 (tarif normal)





Le conseiller national UDC et rédacteur en chef de la «Weltwoche» Roger Köppel est diplômé en sciences politiques et histoire. (PASCAL MORAY/KEYSTONE)

L'UDC remet le pied à l'université

PROFILS PROFESSIONNELS L'ancêtre de la formation était riche en ingénieurs agronomes formés à l'EPFZ. Après s'être détourné des élites, le parti les reconquiert. Notamment des juristes. Une étude analyse l'évolution du niveau de formation des élus

BERNARD WÜTHRICH, BERNE

Roger Köppel, Gregor Rutz, Hans-Ueli Vogt, Hans Eglhoff, Barbara Steinemann, Claudio Zanetti ont tous fait des études supérieures, cinq d'entre eux en droit. Et Thomas Matter a suivi une formation bancaire aux Etats-Unis avant de fonder sa propre banque. Ils incarnent la relève de l'UDC zurichoise. Exeunt ces paysans, petits patrons et vieux dinosaures qu'étaient Max Binder, Toni Bortoluzzi, Hans Fehr, Ernst Schibli. Des universitaires les remplacent.

Ils ne sont pas les seuls. D'autres élus UDC au bénéfice d'une formation supérieure débarquent à Berne, comme les Valaisans Jean-Luc Addor et Franz Ruppen, le Bernois Manfred Bühler, l'Urnaïen Beat Arnold, le Tessinois Marco Chiesa.

Si l'on examine l'ensemble du nouveau groupe parlementaire UDC, composé de 74 membres - 63 durant la précédente législature -, on observe que le pourcentage d'universitaires est en légère progression. Il s'établit à près de 42% (31 sur 74) contre un peu plus de 41% durant la période précédente (26 sur 63). Ce n'est pas spectaculaire. Mais ça l'est si l'on remonte un peu plus loin dans le temps.

Chercheur à l'Université de Lausanne, le politologue Andrea Pilotti s'est penché sur la question de la formation des parlementaires. C'est un élément de sa thèse de doctorat publiée en 2012 et il prépare une nouvelle publication pour l'année prochaine*. Il a analysé l'évolution du niveau de formation des membres du parlement de 1910 à 2010.

Déclin de la domination radicale

A l'époque du Parti des paysans, artisans et bourgeois (PAB), précurseur de l'actuelle UDC, le nombre d'universitaires était supérieur à ce qu'il deviendra par la suite. De 38,5% en 1957, il est passé à 60,7% en 1980 avant de chuter à 33,3% en 2000. Il a ensuite amorcé une lente remontée. En 2010, 34,4% des membres du groupe UDC avaient une formation de niveau supérieur.

Dans le cadre de l'ouvrage qu'il prépare, Andrea Pilotti intégrera les données des élections fédérales d'octobre 2015. Les chiffres recensés par *Le Temps* confirment le redressement constaté depuis 2010: l'UDC est en train de se réimplanter dans les couches sociales ayant suivi une formation supérieure.

Les travaux menés à l'Université de Lausanne montrent une évolution générale en trois phases. Dans un premier temps, le nombre d'universitaires dimi-

nue entre 1910 et 1957, passant de 70 à 52%, tous partis confondus. Ce déclin accompagne la fin de la domination radicale et l'émergence des socialistes et des agrariens, «dont la très grande majorité ne dispose pas de titre académique», écrit Andrea Pilotti.

La tendance s'inverse entre 1957 et 1980. Le nombre d'universitaires remonte à 69%, parallèlement à la croissance du nombre d'étudiants dans les hautes écoles. Il y a ensuite un recul constant des intellectuels: le pourcentage s'abaisse à 59% en 2010. «La diminution des universitaires est à mettre surtout en rela-

Plus de 40% des élus UDC ont une formation supérieure. C'est bien moins qu'en 1980, mais plus que durant les années 2000

tion avec la progression de l'UDC, comptant un faible nombre de parlementaires au bénéfice d'une formation académique», constate Andrea Pilotti.

Cette évolution concerne surtout le Conseil national, où le PS et l'UDC (précédemment le PAB), qui comptent historiquement moins d'universitaires que les libéraux, les radicaux et les démocrates-chrétiens, sont plus fortement représentés qu'au Conseil des Etats.

Au sein du groupe PAB/UDC, «le nombre d'universitaires a historiquement été inférieur à 50% à l'exception de 1980». Dans les années 2000, l'UDC

devient le parti «qui compte la plus faible proportion d'universitaires et une forte présence de diplômés professionnels, dont presque la moitié dans le domaine agricole. Le profil scolaire de ses élus ne fait, par ailleurs, que refléter en bonne partie le profil de son électeur, comptant de nombreux paysans, petits entrepreneurs, ouvriers et travailleurs peu qualifiés», note le chercheur lausannois.

Andrea Pilotti relève encore que, si le taux des diplômés de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich est en diminution constante depuis une trentaine d'années, c'est précisément «en raison de la très forte diminution des universitaires au sein du groupe UDC, qui affiche historiquement une proportion très élevée d'ingénieurs formés à l'EPFZ». Il s'agissait surtout d'ingénieurs agronomes.

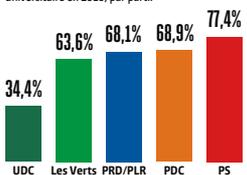
Le poids des juristes a toujours été moindre au sein de l'UDC par rapport aux autres partis de droite. Mais c'est en train de changer. Au cours de la période plus récente, l'EPFZ «perd son attrait parmi les élus UDC au profit de l'Université de Zurich», fait remarquer Andrea Pilotti. La nouvelle députation zurichoise comprend cinq licenciés en droit, dont trois nouveaux.

Mais cela avait commencé avant. Les Genevois Yves Nidegger et Céline Amaudruz, arrivés au parlement en 2007 et 2011, sont licenciés en droit. Les deux nouveaux élus valaisans Jean-Luc Addor et Franz Ruppen également. Or, le parti a besoin de ce vivier académique. Six des dix conseillers fédéraux élus sous ses couleurs étaient en effet au bénéfice d'un titre universitaire en droit. =

«Les parlementaires suisses entre démocratisation et professionnalisation (1910-2010). Biographie collective des élus fédéraux et réformes du parlement helvétique», par Andrea Pilotti.

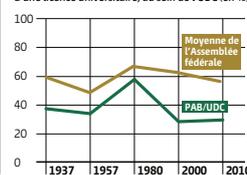
Les parlementaires UDC sont les moins diplômés

Part des parlementaires titulaires d'une licence universitaire en 2010, par parti.



Source: Université de Lausanne

Evolution de la part des parlementaires titulaires d'une licence universitaire, au sein de l'UDC (en %).



Diplômes des conseillers fédéraux

RUDOLF MINGER
(1930-1940, Berne)
Ecole secondaire, agriculteur.

FRIEDRICH TRAUOGOTT WAHLEN
(1959-1965, Berne)
EPFL, ingénieur agronome.

LEON SCHLUMPF
(1980-1987, Grisons)
Doctorat en droit, avocat-notaire.

SAMUEL SCHMID
(2001-2008, Berne)
Licence en droit, avocat-notaire.

EVELINE WIDMER-SCHLUMPF
(membre de l'UDC jusqu'en 2008, Grisons)
Doctorat en droit, conseillère d'Etat.

EDUARD VON STEIGER
(1941-1951, Berne)
Licence en droit, avocat.

RUDOLF GNÄGI
(1966-1979, Berne)
Licence en droit, avocat.

ADOLF OGI
(1988-2000, Berne)
Ecole de commerce, directeur (domaine sportif).

CHRISTOPH BLOCHER
(2003-2007, Zurich)
Doctorat en droit, entrepreneur.

UELI MAURER
(dès 2009, Zurich)
Diplôme fédéral de comptabilité, directeur (domaine agricole).

L'EXPERT

«Il faut des connaissances et des compétences toujours plus pointues»



ANDREA PILOTTI
POLITOLOGUE,
CHERCHEUR
À L'UNIVERSITÉ
DE LAUSANNE

INTERVIEW Le chercheur lausannois a scruté l'évolution professionnelle du parlement

Chercheur à l'Université de Lausanne, le Tessinois Andrea Pilotti se penche depuis plusieurs années sur le profil professionnel des élus fédéraux. Il en a fait sa thèse de doctorat (LT du 04.02.2014) et prépare une nouvelle publication sur ce sujet pour l'année prochaine.

L'UDC est-elle en train de reconquérir les élites? Sur le long terme, la tendance montre que l'UDC a eu un profil moins élitiste depuis les années 80 et 90. Mais on assiste à une correction de cette tendance depuis 2010, en effet. L'explication est sans doute à rechercher dans la complexité croissante des dossiers, qui exigent des compétences et des connaissances techniques plus pointues en matière économique, financière et sociale. Pour cette même raison, les représentants de l'UDC dans les gouvernements cantonaux ont souvent un profil universitaire.

Il y avait donc davantage d'universitaires parmi les élus de cette formation politique avant la transformation du Parti des paysans, artisans et bourgeois (PAB) en UDC? L'ancien PAB était mieux ancré dans les milieux académiques. Historiquement, le parti agrarien, monothématique, n'est pas universitaire. Toutefois, après la Seconde Guerre mondiale, il s'est enrichi de nombreux ingénieurs agronomes bien formés. Cela a changé par la suite. L'électorat UDC a été plutôt recruté dans les milieux ouvriers peu qualifiés qui votaient précédemment à gauche. Ce à quoi on assiste

depuis 2010 est un réajustement dans l'autre sens.

Ces ingénieurs agronomes étaient formés à l'EPFZ. Assiste-t-on à un glissement vers les universités traditionnelles, en particulier celle de Zurich? Oui, absolument. A l'ancien profil de formation en agronomie ont succédé plusieurs nouveaux profils intellectuels, qui vont des sciences économiques au droit en passant par les lettres, ce qui est assez inédit. Il n'y avait guère de lettrés à l'UDC avant les années 2000. Christoph Mörgeli a été le premier et il y a aujourd'hui Peter Keller et Roger Köppel (ndlr: deux des leaders de la *Weltwoche*).

Et certains, comme Roger Köppel et Thomas Aeschi, se targuent d'avoir fait leurs études à l'étranger. Cela aussi, c'est nouveau. Sans l'être complètement. Au début du XXe siècle, de nombreux élus étaient allés se former à l'étranger. Cela a diminué fortement par la suite. Mais on assiste depuis les années 90 à un nouvel engouement pour les hautes écoles situées hors de nos frontières, en particulier en Allemagne, où Roger Köppel a étudié, et aux Etats-Unis, où s'est notamment formé Thomas Aeschi.

Et les conseillers fédéraux? Le Conseil fédéral est un cercle qui reste plutôt fermé aux non-universitaires, un lieu de pouvoir où le capital culturel académique demeure incontournable. Cela n'a pas empêché des personnalités telles que le socialiste Willi Ritschard ou les UDC Adolf Ogi et Ueli Maurer d'y accéder. Mais ce sont des exceptions. Des trois candidats officiels présentés par l'UDC, seul Guy Parmelin n'a pas de formation académique. Souvent, ceux qui n'ont pas fait d'études supérieures compensent cela par un réseau militaire solide ou par un capital militant important. Ainsi, Adolf Ogi et Ueli Maurer ont tous deux été présidents de l'UDC. = B. W.